

# **GE\_GERICHTE ATAS/327/2022 vom 8. April 2022**

GE Cour de justice, 2022-04-08, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_ATAS\\_327\\_2022](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_327_2022)

FR: GE\_GERICHTE ATAS/327/2022 du 8 avril 2022

IT: GE\_GERICHTE ATAS/327/2022 del 8 aprile 2022

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Conformément à l'art. 134 al. 1 let. a ch. 8 de la loi sur l'organisation judiciaire, du 26 septembre 2010 (LOJ - E 2 05), la chambre des assurances sociales de la Cour de justice connaît, en instance unique, des contestations prévues à l'art. 56 de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales, du 6 octobre 2000 (LPGA - RS 830.1) relatives à la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité, du 25 juin 1982 (loi sur l'assurance-chômage, LACI - RS 837.0). Sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie.

### **E. 2.1**

Aux termes de l'art. 60 al. 1 LPGA, le recours doit être déposé dans les trente jours suivant la notification de la décision sujette à recours. L'art. 38 al. 1 LPGA, applicable par analogie en vertu de l'art. 60 al. 2 LPGA, dispose que si le délai, compté par jours ou par mois, doit être communiqué aux parties, il commence à courir le lendemain de la communication. Les délais en jours ou en mois fixés par la loi ou par l'autorité ne courent pas du 18 décembre au 2 janvier inclusivement (art. 38 al 4 let. c LPGA). En vertu de l'art. 39 al. 1 LPGA, également applicable par analogie (art. 62 al. 2 LPGA), les écrits doivent être remis au plus tard le dernier jour du délai à l'assureur ou, à son adresse, à la Poste suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse (al. 1). Le délai légal ne peut pas être prolongé (art. 40 al. 1 LPGA). La notification d'un acte soumis à réception, comme un jugement, une décision ou une communication de procédure, est réputée faite au moment où l'envoi entre dans la sphère de pouvoir de son destinataire (Pierre MOOR/Étienne POLTIER, Droit administratif, vol. II, 3ème éd., 2011, n. 2.2.8.3 p. 353 s). Il suffit que celui-

A/633/2022 - 4/6 - ci puisse en prendre connaissance (ATF 137 III 308 consid. 3.1.2 ; ATF 118 II 42 consid. 3b ; arrêt du Tribunal fédéral 2P.259/2006 du 18 avril 2007 consid. 3.1).

### **E. 2.2**

À teneur de l'art. 41 LPGA, applicable par analogie (art. 62 al. 2 LPGA), si le requérant ou son mandataire a été empêché, sans sa faute, d'agir dans le délai fixé, celui-ci est restitué pour autant que, dans les trente jours à compter de celui où l'empêchement a cessé, le requérant ou son mandataire ait déposé une demande motivée de restitution et ait accompli l'acte omis. D'après la jurisprudence, une restitution de délai ne peut être accordée qu'en l'absence claire de faute du requérant ou de son mandataire, ce qui n'est pas le cas même d'une légère négligence ou d'une erreur en raison d'une inattention (arrêt du Tribunal fédéral 9C\_821/2016 du 2 février 2017 consid. 2.2). Par « empêchement non fautif », il faut entendre non seulement l'impossibilité objective, comme le cas de force majeure - par exemple un événement naturel imprévisible (Anne- Sylvie DUPONT, in Commentaire

romand, LPGA, 2018, n. 7 ad art. 41 LPGA) -, mais également l'impossibilité due à des circonstances personnelles ou à une erreur excusable (arrêts du Tribunal fédéral 8C\_743/2019 du 20 décembre 2019 consid. 4.3 ; I 854/06 du 5 décembre 2006 consid. 2.1), à savoir lorsque, pour des motifs indépendants de leur volonté, il leur est impossible d'effectuer l'acte requis dans le délai initial ou d'instruire un tiers en ce sens (Anne-Sylvie DUPONT, op. cit., n. 7 ad art. 41 LPGA). Ces circonstances doivent toutefois être appréciées objectivement : est non fautive toute circonstance qui aurait empêché un plaideur - respectivement un mandataire - consciencieux d'agir dans le délai fixé (arrêt du Tribunal fédéral I 854/06 du 5 décembre 2006 consid. 2.1).

### **E. 3**

En l'espèce, selon le suivi des envois de la Poste, la décision sur opposition du 23 décembre 2021 a été distribuée au recourant le 24 décembre 2021. Compte tenu de la suspension des délais du 18 décembre au 2 janvier inclusivement (cf. art. 38 al. 4 let. c LPGA), le délai de recours de trente jours a commencé à courir le 3 janvier 2022 et est arrivé à échéance le mardi 1er février 2022. Expédié le 19 février 2022, le recours est tardif. Devant la chambre de céans, le recourant explique qu'il a été infecté par le virus du COVID-19 le 9 janvier 2022 et qu'il a été placé en isolement du 14 au 18 janvier 2022. De ce fait, il n'avait pas pu respecter le délai. La question de savoir si, en raison de son isolement, le recourant a été dans l'impossibilité d'effectuer un recours peut rester ouverte. En effet, lorsqu'il est tombé malade, le recourant avait déjà reçu la décision litigieuse depuis deux semaines. Si, à ce moment-là, il avait un doute sur le point de savoir si un recours était nécessaire, compte tenu de la procédure - alors pendante - devant la chambre de céans, celui-ci a été levé avec l'arrêt de la chambre de céans du 14 janvier 2022 déclarant son recours irrecevable et le courrier de l'intimée du 19 janvier 2022. Dans ce courrier, la caisse a, en effet, clairement indiqué au recourant que s'il entendait contester sa décision sur opposition du 23 décembre 2021, il lui appartenait d'interjeter un recours devant la chambre de céans dans les 30 jours à compter de

A/633/2022 - 5/6 - sa notification. Or, à la réception de ce courrier, le recourant était déjà sorti de son isolement et avait encore une douzaine de jours pour réagir dans le délai de recours, ce qu'il n'a pas fait. N'ayant ainsi pas été empêché sans sa faute de recourir dans le délai légal, le recourant ne peut pas obtenir une restitution de délai.

### **E. 4**

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de constater que le recours est irrecevable pour cause de tardiveté. La procédure est gratuite (art. 61 let. fbis LPGA).

\*\*\*\*\*

A/633/2022 - 6/6 - PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES SOCIALES  
: Statuant

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.